
La tragédie de la Bosnie-Herzégovine conduira-t-elle à de nouvelles guerres balkaniques?

Ivan Ivekovic

La Bosnie-Herzégovine qui était l'une des six républiques de la Fédération de Yougoslavie a une population d'environ 4,5 millions d'habitants (selon le dernier recensement de 1991) dont 43,7% de Musulmans slaves, 31,3% de Serbes, 17,7% de Croates et 5,5% de Yougoslaves. Les Musulmans slaves sont surtout concentrés dans les centres urbains, ce qui est une conséquence du rôle qu'ils tenaient autrefois dans la province ottomane de Bosnie. Ces agglomérations avaient en même temps le pourcentage le plus élevé de populations ethniquement mélangées et avaient bénéficié, pendant longtemps, d'un développement économique important. On peut rappeler, à titre d'exemple, que Sarajevo a été, il n'y a pas si longtemps, la cité qui a accueilli avec beaucoup de succès les Jeux Olympiques d'hiver. Les Musulmans étaient aussi le groupe qui s'unissait le plus facilement, par le mariage, avec des membres d'autres nations. Beaucoup de ceux qui se déclarent aujourd'hui yougoslave ont un parent musulman. Par ailleurs les communes rurales qui sont les plus homogènes sur le plan ethnique — avec des majorités croate et serbe — sont aussi les moins développées.

Alors que les Serbes et les Croates de Bosnie disposent d'une "mère patrie" (la Serbie et la Croatie) au-delà des frontières de cette république, les Musulmans n'en ont pas. Il y a aussi des minorités de Musulmans qui vivent dans le sud de la Serbie (Sandjak) et qui sont liés à la Bosnie par l'histoire et la religion tandis que d'autres communautés musulmanes ne le sont pas, comme les Albanais du Kosovo ou les Musulmans, les

Qui sont les Musulmans de Bosnie?

Ils appartiennent à la même ethnie slave que les Serbes et les Croates. Comme eux, ils parlent la même langue mais ils ont une autre religion, l'Islam, qu'ils ont adopté à la suite des conquêtes ottomanes. La Bosnie du Moyen-Age a été vaincue par les Turcs au XVe siècle (1463) et devint une province de l'Empire ottoman (pachalik) jusqu'à l'occupation autrichienne du siècle dernier en 1878 à la suite du Congrès de Berlin. Dans cette région, les religions constituent des éléments identitaires particulièrement importants pour la formation des consciences nationales et donc pour la différenciation des communautés nationales.

L'histoire en fait a commencé bien avant l'arrivée des tribus slaves quand Théodosius a partagé l'Empire romain au IVe siècle en deux parties: la frontière entre l'est et l'ouest de l'Empire suivait le fleuve Drina celui-là même qui forme l'actuelle ligne de frontière entre la Bosnie et la Serbie. Après le schisme survenu dans la chrétienté en 1054, le fleuve Drina fut aussi la ligne de frontière séparant, plus ou moins, les catholiques occidentaux des orthodoxes orientaux. Plus ou moins, parce qu'au fil des siècles ces deux religions progressaient ou se repliaient selon des conjonctures politiques très incertaines et selon les humeurs changeantes des différents seigneurs féodaux.

Au XIIIe siècle, une troisième religion chrétienne — liée à des mouvements religieux analogues en France et en Italie — est apparue: l'Eglise bosniaque considérée comme hérétique et, comme telle, persécutée à la fois par Rome et par Constantinople. Ses prêcheurs traduisirent la Bible dans un langage populaire, la rendant ainsi accessible à tous. Ce que fut l'origine des Musulmans slaves de Bosnie n'est sans doute pas important aujourd'hui, mais le fait demeure que l'Islam, le catholicisme et l'Eglise orthodoxe furent les trois religions qui ont forgé les identités nationales séparées des Musulmans, des Croates et des Serbes. Il existe un nom plus ancien, probablement plus juste, encore utilisé par beaucoup de Musulmans de Bosnie pour se désigner: les Bosniaques. A l'époque du régime communiste, ce terme était évité parce qu'il impliquait que les Musulmans étaient originaires de la région et pourraient ainsi se prévaloir de plus de droits sur la Bosnie que les deux autres nations. Ce n'est qu'avec le recensement de 1971 que, pour la première fois, les Bosniaques purent se déclarer Musulmans avec le statut d'une nationalité. Jusque-là, dans la section consacrée à la nationalité, les statistiques officielles indiquaient "indéfini" et bon nombre de Musulmans se présentaient comme étant de nationalité serbe

ou croate voire yougoslave alors que officiellement cette dernière nationalité n'était pas reconnue.

Jusqu'à l'occupation ottomane, la Bosnie a connu une histoire analogue à celle de ses voisins, les Etats et les principautés slaves du Sud. Le plus souvent, ses différentes régions étaient gouvernées par des princes et des seigneurs locaux mais de temps en temps aussi par des rois croates, serbes, byzantins, bulgares et par des empereurs ou des vassaux hongrois. Les souverains bosniaques furent aussi des conquérants et quelques uns d'entre eux élargirent leur territoire loin au sud, à l'ouest et à l'est. Ainsi par exemple le roi Tvrtko prit-il en 1390 le titre de souverain héréditaire de "Serbie, Bosnie, Dalmatie, Croatie et Primorye". Il est utile de le rappeler parce que bon nombre d'historiens serbes et croates essaient de prouver que, d'un point de vue historique, le territoire de la Bosnie-Herzégovine appartient soit à la Serbie, soit à la Croatie. En interprétant l'histoire comme ils le font, il serait alors possible de prouver que des parties importantes de la Serbie comme de la Croatie furent, à un moment donné, bosniaques.

La notion de "droits historiques" ne pouvant conduire à des conclusions définitives, les historiens comme les hommes politiques nationalistes recourent à celle de "droits ethniques" ce qui leur permet de trouver de multiples arguments étant donné les changements subis par la carte ethnique de la Bosnie avec l'avènement de l'Empire ottoman. Des guerres incessantes ont, en effet, dépeuplé de nombreuses régions et provoqué des migrations massives de populations bosniaques vers le nord et l'ouest, migrations encouragées par les Turcs. C'est la raison pour laquelle, le cœur ethnique de l'Etat serbe a été déplacé vers le nord au détriment du Kosovo où se sont installés les Albanais. De même, le cœur ethnique de l'Etat croate du Moyen-Age s'est déplacé de la Dalmatie vers les régions du nord, avant de tomber sous la domination hongroise. Les Turcs, comme les Austro-hongrois utilisèrent ces nouveaux venus comme recrues militaires dans les multiples guerres qui n'ont cessé de déplacer les frontières dans cette région. C'est ainsi également que les immigrants serbes, servant sous le drapeau autrichien, furent séparés de leur centre situé beaucoup plus à l'est et constituent aujourd'hui les populations de l'actuelle Krajina, à cheval entre la Croatie et la Bosnie occidentale.

La Bosnie fut donc administrée comme une province ottomane jusqu'à l'occupation autrichienne. Bien que le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères Andrassy ait déclaré, au Congrès de Berlin en 1878, qu'il "lui suffirait de deux bataillons et d'une fanfare militaire pour conquérir cette province", il ne fallut pas moins de 200.000 hommes pour en venir à bout. En effet, dès l'annonce des décisions de Berlin, une assemblée du peuple puis un gouvernement furent formés à Sarajevo avec une majorité musulmane et des représentants orthodoxes (serbes); ils constituèrent une armée de près de 100.000 hommes qui combattit

les troupes autrichiennes menées par le général Filipovic, d'origine croate. Au cours de cette révolte et celles qui éclatèrent en 1875 et en 1877 contre l'autorité ottomane, 150.000 Bosniaques périrent et autant furent contraints d'émigrer vers la Turquie après l'occupation autrichienne, changeant ainsi profondément la carte ethnique du pays. Demeurée nominalement Province ottomane jusqu'à la révolution des Jeunes Turcs en 1908, la Bosnie-Herzégovine fut ensuite annexée par l'Empire austro-hongrois qui lui octroya un statut particulier.

A la fin de la guerre, après l'effondrement de l'Empire en 1918, les représentants des Slaves du Sud formèrent un comité des peuples serbe, croate et slovène qui avec l'Etat de la dynastie serbe des Karadjorjevic (qui avait absorbé le Monténégro) créa le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Ni les Slaves musulmans, ni les Macédoniens, ni les autres minorités slaves ne furent représentés. La Bosnie-Herzégovine fût alors administrée par un gouvernement local composé de Serbes, de Croates et de Slovènes jusqu'au moment où, en 1924, le roi Alexandre imposa son pouvoir absolu sur l'ensemble du pays. Plus tard, en 1929, l'unité territoriale de la région fût même supprimée. Elle fût rétablie pendant la seconde guerre mondiale quand le comité antifasciste de libération nationale de Bosnie-Herzégovine constitua un ensemble fédéral rassemblant, avec les mêmes droits, les citoyens musulmans, serbes et croates dans le cadre d'une fédération yougoslave démocratique dans les frontières de 1918. Aujourd'hui, les nationalistes de Belgrade poursuivent leur projet de grande Serbie en prétendant que ces frontières étaient "bolcheviques", "titistes" et seulement administratives mais certainement pas politiques et historiques. Quoiqu'ils en disent, ce sont pourtant des frontières reconnues par la communauté internationale puisqu'en 1992 la république de Bosnie-Herzégovine fût acceptée, dans ce cadre territorial, comme membre des Nations-Unies.

Incontestablement, la Bosnie a des traditions, une unité territoriale, et une population dont le brassage social et ethnique n'existe nulle part ailleurs en Europe. C'est la raison pour laquelle le projet de partager la Bosnie entre le Serbie et la Croatie en forçant les Musulmans à choisir l'une ou l'autre ne pourra se réaliser. Je veux croire qu'en dépit de ce qui se passe, la vieille tradition bosniaque de cohabitation pacifique resurgira à nouveau. Les gens qui se réfugient dans les abris appartiennent à toutes ces nationalités; ils finiront bien un jour par sortir et faire entendre leurs voix.

Quelques repères historiques

Lorsque l'affirmation du pluralisme est devenu possible dans l'ex-Yougoslavie toutes les frustrations du passé, les difficultés et les peurs

actuelles comme les ambitions et les illusions pour l'avenir s'exprimèrent brutalement. Cela commença au lendemain de la mort du maréchal Tito pour finir dans le chaos d'aujourd'hui. Sans retracer toutes les étapes de ce processus, il est utile d'en rappeler quelques moments majeurs.

Le royaume de Yougoslavie, créé en 1918, laissa un goût amer à la plupart de ses citoyens, en particulier pour ceux dont la nationalité n'était pas reconnue (les Slaves musulmans, les Macédoniens, les Albanais) ou était supprimée (les Croates et les Slovènes). Les communistes comme les nationalistes le désignaient comme "la prison des peuples". Attaqué en avril 1941 par les puissances de l'Axe, personne ne se leva pour le défendre et il capitula en deux semaines. Partagé entre les Allemands et les Italiens (qui obtinrent la plus belle part), le pays fût alors divisé en unités administratives dont certaines furent annexées tandis que d'autres reçurent un statut spécial, comme le soi-disant Etat indépendant de Croatie.

Les crimes commis par les occupants furent épouvantables: en quatre ans le pays perdit 1,7 million d'hommes et de femmes; rapporté à la population totale, seule la Pologne a connu des pertes plus lourdes. Dès le début de l'occupation, l'Allemagne et l'Italie appliquèrent systématiquement le principe "diviser pour régner". Les Oustachis croates créèrent des camps d'extermination pour les Serbes, les Juifs et les Gitans et même pour les Croates dissidents. Les Chetniks serbes, ne tardèrent pas à collaborer d'une manière ou d'une autre avec les occupants et à massacrer les partisans de Tito comme les citoyens d'autres nationalités.

Dans ce terrible chaos, seul le parti communiste dirigé par Tito s'avéra capable de combattre l'occupant en mobilisant les hommes au-delà de tout clivage national, religieux ou politique. Même un vétéran de l'anti-communisme comme Winston Churchill l'a reconnu, dès 1943, en apportant l'aide des Alliés aux forces militaires du leader yougoslave. C'est à cette époque que Tito - contre l'avis de Staline - posa les premières fondations du futur Etat yougoslave au sein duquel, dès 1944, la Bosnie-Herzégovine devint une unité fédérée.

Même si nous savons désormais que cette construction étatique échoua et demeura toujours dans un cadre autoritaire, il faut reconnaître que beaucoup de processus de décisions y étaient effectivement décentralisés (en particulier dans le domaine de l'éducation et de la culture) et que les républiques fédérées ont bénéficié de réels droits politiques et économiques. C'est, notamment, ce qui a permis à Sarajevo de s'affirmer comme le centre culturel multiethnique le plus important du pays, au profit de tous ses habitants et, en particulier, des Musulmans qui purent ainsi jouer souvent des rôles de premier plan.

Le système fédéral s'est écroulé à la fois en raison des luttes de pouvoir qui opposaient entre elles les élites communistes et des développements contradictoires des différentes unités fédérées. En fait,

déjà, divers segments de la Ligue communiste yougoslave s'affrontaient sur des bases ethniques. Si les partis non-communistes demeuraient interdits, il s'était créé une sorte de communisme pluraliste véhiculant de très virulentes oppositions. Ainsi, par exemple, la direction de la Ligue serbe fût-elle contrôlée par la fraction nationaliste de Slovo bodan Milosevic qui cherchait à imposer sa conception monolithique d'une fédération serbe dominant l'ensemble du pays; ils réussirent avec le Monténégro et deux provinces dont l'autonomie fût supprimée : le Kosovo et la Vojvodine

Ce nationalisme pan-serbe provoqua des réactions de même nature dans toutes les autres républiques. Les Ligues locales - d'abord en Slovénie et en Croatie - furent investies par des réformateurs qui ouvrirent les portes au pluralisme en organisant, en 1990, les premières élections démocratiques, largement remportées par les nouvelles formations populistes ou nationalistes au détriment des communistes. Même le parti socialiste de Serbie de Milosevic (composé de communistes devenus populistes) gagna les élections en jouant des fibres nationalistes de la population. Cela signifiait clairement pour tout le monde que la Serbie était prête à passer du stade de conflit "de basse intensité" à celui d'une guerre de conquêtes puisque les thèses de Milosevic venaient de recevoir l'aval du suffrage universel.

Les prémices du conflit en Bosnie-Herzégovine

En Bosnie-Herzégovine aussi l'électorat s'est partagé sur des bases ethniques; ce qui montrait que la guerre allait bientôt s'étendre à cette république après l'échec de l'armée fédérale contre la Slovénie et l'agression contre la Croatie. La population musulmane a voté en majorité pour le parti d'action démocratique de Alija Izitbegovic, un ex-dissident jeté en prison par l'ancien régime pour "fondamentalisme islamique", les Serbes bosniaques pour le parti démocratique serbe, prolongement du parti dominant de Serbie, et les Croates pour le parti démocrate croate lié à Zagreb.

Ainsi tout était en place pour le conflit à venir. Izitbegovic, qui jusqu'au dernier moment, a cru à un règlement pacifique, proposa avec le président macédonien Gligorov, un projet de fédération yougoslave asymétrique permettant d'associer les républiques avec des formules différentes selon le degré d'intégration qu'elles souhaitaient. Mais personne ne l'écouta. Belgrade et Zagreb étaient devenus sourds.

En suivant le même scénario qu'en Croatie, les nationalistes serbes proclamèrent leur "Krayina" région autonome dès qu'ils en eurent pris le contrôle effectif. Le Parti démocrate croate, dirigé depuis Zagreb, pris des initiatives analogues en Herzégovine. Les Européens énoncèrent

alors l'idée de canton ethnique sur l'exemple suisse qui fut rejeté après avoir été, un moment, accepté. Devant de telles impasses, Izitbegovic décida d'organiser un référendum sur l'indépendance de la Bosnie: avec le soutien du Parti démocrate croate, son initiative reçut un accueil populaire favorable mais le référendum fut boycotté dans les régions serbes et par le Parti démocratique serbe. Cela déclencha le conflit armé pour lequel Izitbegovic surnommé le Ghandi bosniaque n'était pas prêt. Des trois communautés nationales, les Musulmans étaient les seuls qui n'étaient pas militairement préparés et qui n'avaient pas de puissants protecteurs dans la région. La suprématie militaire des Serbes qui avaient pris l'équipement et l'encadrement de l'ex-armée fédérale devint rapidement évidente. Du côté croate, qu'il s'agisse des milices ou des formations militaires régulières, le soutien des autorités de Zagreb était assuré. Izitbegovic ne pouvait même pas importer des armes légalement en raison de l'embargo imposé par la communauté internationale. L'autorité de son gouvernement, en fait réduit à son propre parti, se limite, à l'heure actuelle, au centre de Sarajevo et à quelques autres villes qui ne doivent pas représenter plus de 10% du territoire bosniaque.

Punir les crimes contre l'humanité

Nous sommes tous témoins des horreurs de cette guerre retransmise presque directement des villes assiégées, des camps de réfugiés et des camps de concentration. Si ce que nous voyons de nos propres yeux et à la télévision ne suffisaient pas, il y a assez de preuves émanant de multiples sources indépendantes pour démontrer que les crimes de guerre les plus abominables ont été et continuent d'être chaque jour commis. Sans absoudre à l'avance l'une ou l'autre des parties impliquées dans cette sanglante guerre civile, il faut souligner avec force que les agresseurs et les victimes, ceux qui attaquent et ceux qui se défendent ne peuvent pas être placés sur un pied d'égalité. Les Musulmans bosniaques sont les principales victimes. Ils sont même exposés à un véritable risque de génocide. Mais il ne faut pas oublier les populations urbaines de toutes origines ethniques qui, dans les villes assiégées, sont soumises aux bombardements aveugles indépendamment de leur appartenance nationale.

Parmi les nouveaux crimes contre l'humanité, les experts en droit international auront à prendre position sur la politique de purification ethnique pratiquée tous les jours sur l'ensemble du territoire de l'ex-Yougoslavie et pas seulement en Bosnie. Cela pourrait contribuer à empêcher la répétition de tels crimes ailleurs. De ces multiples agissements criminels, je proposerais une liste provisoire qui devrait

inclure:

- l'instigation intellectuelle à les commettre (comme par exemple le fameux memorandum de l'Académie des Sciences serbe);
- la xénophobie systématique et la propagande raciste véhiculées par les médias;
- les programmes, les résolutions et les déclarations de partis politiques;
- toutes les formes de pressions incitant à l'émigration non volontaire comme les menaces, le chantage et les violences de toutes sortes contre les minorités;
- l'échange forcé de populations à la suite d'accords publics ou secrets;
- la discrimination légale, politique ou économique contre les minorités nationales dans les Etats récemment créés;
- la terreur physique contre des groupes ou des individus appartenant à d'autres nations ou minorités;

En bref, je pense qu'il faudrait élaborer un code de règles juridiques internationalement reconnu qui s'appliquerait aux guerres civiles, en Bosnie, en Somalie, au Libéria, ou ailleurs, afin que les limites de l'intolérable soient connues de toutes les parties en présence. Un système global de ce type, parce qu'il viendrait compléter l'actuel droit international des conflits, aurait une fonction dissuasive et permettrait par conséquent de contribuer à empêcher que de nouveaux crimes soient commis à l'avenir.

Je suis profondément déçu par l'attitude de la communauté internationale et, plus particulièrement, par celle de nos voisins européens qui par leurs hésitations et leurs politiques contradictoires ont aggravé nos conflits interne; je peux comprendre et même expliquer pourquoi un Etat-tampon comme l'était la Yougoslavie n'est plus aujourd'hui nécessaire au nouvel ordre européen; je peux aussi reconnaître la pluralité des intérêts défendus à l'intérieur de la Communauté européenne, mais je ne comprends ni n'accepte que nous, dans l'ex-Yougoslavie, ayons à en payer le prix. Si l'Europe et la communauté internationale avec les Etats-Unis avaient su parler d'une seule voix, nous n'en serions jamais venus à ces atrocités et les différents chefs de guerre des Balkans n'auraient pas l'alibi d'un soutien extérieur réel ou supposé. Cette guerre inter-ethnique, cette guerre pour l'acquisition de territoires était évitable il y a un an, je ne suis pas sûr aujourd'hui qu'elle soit maîtrisable.

Bien entendu, l'origine de ce drame est interne, et s'il y a quelqu'un à blâmer ce sont les ex-Yougoslaves, c'est-à-dire nous-mêmes parce que nous avons permis que tout cela arrive. Nous avons voté démocratiquement pour des projets nationalistes exclusifs et nous avons donné des mandats à nos politiques et à nos chefs de guerre. Mais si

nous sommes tous responsables de cette tragédie, nous ne pouvons être tenus également coupables de ces tueries et de cette misère intellectuelle et matérielle dans laquelle nous sommes tombés.

La terreur de masse contre les civils et les populations urbaines de Bosnie pourrait avoir un caractère irrationnel si elle était spontanée et non pas, comme c'est le cas, systématique. Le même scénario se répète dans ses moindres détails hier en Croatie, aujourd'hui en Bosnie et demain peut-être dans d'autres régions, à l'instar des agissements des Barbares d'autrefois qui, comme à l'époque des invasions mongoles, détruisaient les symboles de la civilisation qu'ils n'acceptaient pas. Les Barbares modernes dans nos régions, sont les populations des périphéries urbaines, les frustrés du développement industriel, les travailleurs peu qualifiés issus du monde rural que les marxistes appelleraient "lumpen prolétariat", ceux qui ont perdu leurs repères culturels et qui ont été dépersonnalisés sous le régime communiste, des gens qui ont trouvé une nouvelle identité collective dans leur propre nation, dirigés et manipulés par des "intellectuels" rétrogrades et provinciaux, un mélange très particulier d'ex-apparatchiks communistes, d'ex-dissidents et des opportunistes de toutes sortes à la recherche forcée du pouvoir .

Pour expliquer un tel phénomène il faudrait revenir à Freud, Ortega y Grasset et Wilhelm Reich et, si possible, combiner leurs approches et découvrir que ce qui semble si incroyable s'est déjà produit auparavant dans des périodes de profondes crises économiques, sociales et politiques. Cette fois, les masses sont manipulées au nom de mythes nationalistes.

Dans le proche avenir, il n'existe pas de formule magique susceptible de satisfaire à la fois la minorité et la majorité ethnique. Pour l'organisation de leurs relations, il est clair que le principe numérique de la démocratie "un homme, une voix" ne peut fonctionner. Pour se sentir protégée et en sécurité, la minorité ethnique doit obtenir des garanties négociées, et si nécessaire renégociées, dans un climat de compréhension et de tolérance mutuelle.

Un climat qui paraît aujourd'hui hors de portée tant les chances de voir se régler ce sanglant conflit paraissent minces.

L'Europe unie pourrait apporter des solutions sur le long terme en intégrant, dans un ensemble plus vaste, les pays de l'ex-Yougoslavie. Mais là aussi, les perspectives paraissent encore bien lointaines, trop lointaines. Il faut en effet, d'abord que la Communauté européenne telle qu'elle existe aujourd'hui, sache vraiment ce qu'elle veut sur ce que sera l'Europe de demain. Quels Etats en feront partie? Quels sont ceux qui en seront exclus? S'agissant seulement de l'ex-Yougoslavie, tous les Etats qui la constituaient seront-ils admis à y entrer, ou bien seulement la Slovénie et la Croatie? Ou encore les Européens préféreront-ils laisser à leur sort, des espèces de "bantoustans" d'Europe où les indigènes

seront libres de continuer leurs jeux guerriers et leurs politiques de purification ethnique?

Contrairement à ce que prétendent les optimistes, loin d'avancer toujours dans le sens du progrès, l'histoire, souvent, régresse. Parfois aussi elle se répète non pas comme une farce mais comme une tragédie. Et c'est peut-être ce qui nous attend. Au début de ce siècle (1912-1913), il y eut les guerres balkaniques. Quatre-vingts ans après, avec un épicentre déplacé plus à l'ouest, elles menacent de ressurgir tant les risques d'une nouvelle déflagration sont grands. Le Kosovo est peuplé à 85% d'Albanais qui représentent aussi un quart de la population de Macédoine. L'Albanie elle-même comprend des minorités macédonienne et grecque; la Grèce des minorités turque et macédonienne; ailleurs dans la région, une importante minorité hongroise vit en Roumanie mais aussi dans la province serbe de Vojvodine et en Slovaquie. La Bulgarie a des problèmes avec ses Turcs et ses Musulmans...

Autant dire que toute la région peut s'embraser si la communauté internationale n'intervient pas d'une manière rapide et efficace. Le malheur est qu'elle paraît déjà totalement impuissante devant le terrible incendie qui ravage la Bosnie-Herzégovine.

(Traduit de l'anglais par Jean-Paul Chagnollaud)

Ivan Ivekovic enseigne au département de science politique de l'Université américaine du Caire.